



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

2 0 2 4 1 7 6 6

ARRÊTÉ N°

**portant prolongation et modification des conditions d'exploitation de la carrière de Quartz
située au lieu-dit «Pierre Blanche» sur la commune de LA CHAPELLE AGNON**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles R.516-1, R. 181-44, R. 181-45 et R. 181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu le schéma régional des carrières, approuvé par arrêté préfectoral du 08 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09/01869 en date du 8 juillet 2009 autorisant la société Quartz et Minéraux à exploiter une carrière à ciel ouvert de quartz et ses installations annexes au lieu dit « Pierre Blanche » sur la commune de La Chapelle Agnon pour une durée de 15 ans ;

Vu la demande en date du 5 juin 2024, par laquelle Monsieur Gilles FERRAILLE, agissant en qualité de directeur de la société Quartz et Minéraux, sollicite une prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « Pierre Blanche » sur le territoire de la commune de La Chapelle Agnon ;

Vu la demande, en date du 5 juin 2024, par laquelle Monsieur Gilles FERRAILLE, agissant en qualité de directeur de la société Quartz et Minéraux, sollicite un approfondissement de 10 mètre du carreau de la carrière située au lieu-dit « Pierre Blanche » sur le territoire de la commune de La Chapelle Agnon ;

Vu les documents annexés à la demande ;

Vu l'avis de la consultation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 22 juillet au 5 août 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 28 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire ;

Considérant que le site bénéficie d'une autorisation environnementale ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral précité, permettent de prévenir les dangers, les inconvénients et les nuisances de la carrière au regard des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que des prescriptions complémentaires peuvent être prises sur proposition de l'inspection des installations classées et fixées par des arrêtés complémentaires ;

Considérant que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter cette installation, compte tenu des analyses, mesures et contrôles effectués sur ce site, présente des bilans conformes à la réglementation en vigueur et répond aux conditions de l'article R.181-49 du code de l'environnement ;

Considérant que la présente demande de prolongation d'autorisation porte sur le délai, dans l'emprise déjà autorisée et qu'elle n'est pas de nature à engendrer dans l'environnement un impact supplémentaire ;

Considérant que cette demande n'apporte pas de modification substantielle aux activités, installations et travaux générés par cette exploitation ;

Considérant qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires en termes de garanties financières, de durée d'activité, de phasage d'exploitation et de remise en état, ceci afin d'encadrer les modifications demandées ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les arrêtés initiaux et le présent arrêté complémentaire, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, les paysages, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la conservation des sites et monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

ARRÊTE

Les prescriptions de l'arrêté du 8 juillet 2009 susvisé sont complétées et modifiées par les articles suivants :

ARTICLE 1 – Délai de prolongation

Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 est modifié comme suit :

L'autorisation d'exploiter est prolongée jusqu'au 8 juillet 2027. Cette durée inclut la remise en état complète du site. L'extraction des matériaux est arrêtée au plus tard 2 mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

ARTICLE 2 - Nature de l'autorisation

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 est modifié comme suit :

Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Régime
----------	----------	--------------------------	--------

2510-1	Exploitation de carrière	Capacité de production: 30 000 t/an max et 15 000 t/an moyen	A
2515-1	Broyage, concassage, criblage de matériaux	335 kW	E
2517	Station de transit de minéraux solides	24 000 m ³	D

ARTICLE 3 - Phasage d'exploitation

Le troisième alinéa de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 est modifié comme suit :

L'exploitation se poursuivra par approfondissement depuis la cote actuelle de NGF 820 m du carreau et ne descendra pas au-delà de la cote NGF 810 m.

Les différentes étapes de la prolongation d'exploitation et approfondissement seront établies conformément aux plans de phasage détaillés dans la demande et annexés au présent arrêté.

ARTICLE 4 – Remise en état

La remise en état sera réalisée conformément aux plans détaillés dans la demande et annexés au présent arrêté. L'entreprise Quartz et Minéraux est tenue de réaliser l'ensemble des travaux de remise en état et de réaménagement du site au plus tard le 8 mai 2027.

ARTICLE 5 – Garanties financières

Le montant de la garantie financière est modifié et fixé à :

- pour la période 2024 - 2027 : 195 251 €

Valeurs de référence prises pour le calcul de la garantie financière : indice TP01 mai 2024 : 130,1 ; Indice d'actualisation des coûts calculé $\alpha = 1,3835$

Taux de la TVA_R = 0,20.

ARTICLE 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>.

ARTICLE 7 - Obligation de notification de recours

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme et au bénéficiaire de la décision, l'Entreprise Quartz et Minéraux, dont le siège social est situé lieu-dit "Carrières de Kergouhine", 29300 ARZANO, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 8 – Publicité-information

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de La Chapelle Agnon pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la Chapelle Agnon fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Puy-de-Dôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 9 – Diffusion

Le présent arrêté est notifié à l'Entreprise Quartz et Minéraux.

Le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de la commune de La Chapelle Agnon chargé des formalités d'affichage, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au :

- Chef de l'Unité inter-Départementale 03/15/63 de la DREAL à Clermont-Ferrand,
- Directeur Départemental des Territoires.

Clermont-Ferrand, le **17 OCT. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Jean-Paul VICAT

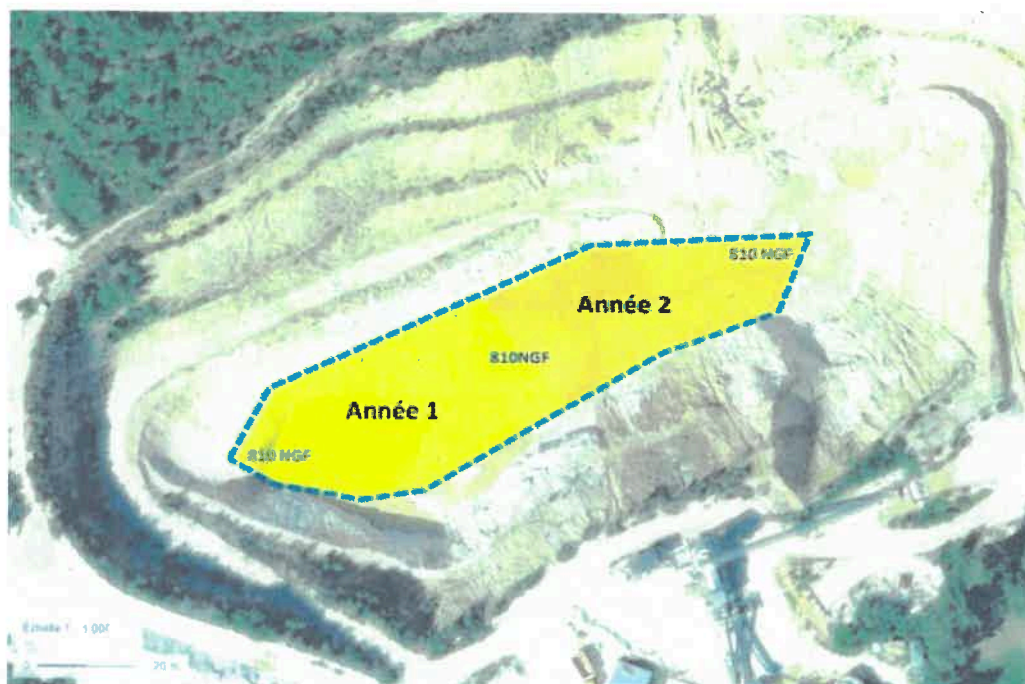


Figure 5. Phasage d'exploitation pour la période triennale à venir (incluant la remise en état finale)

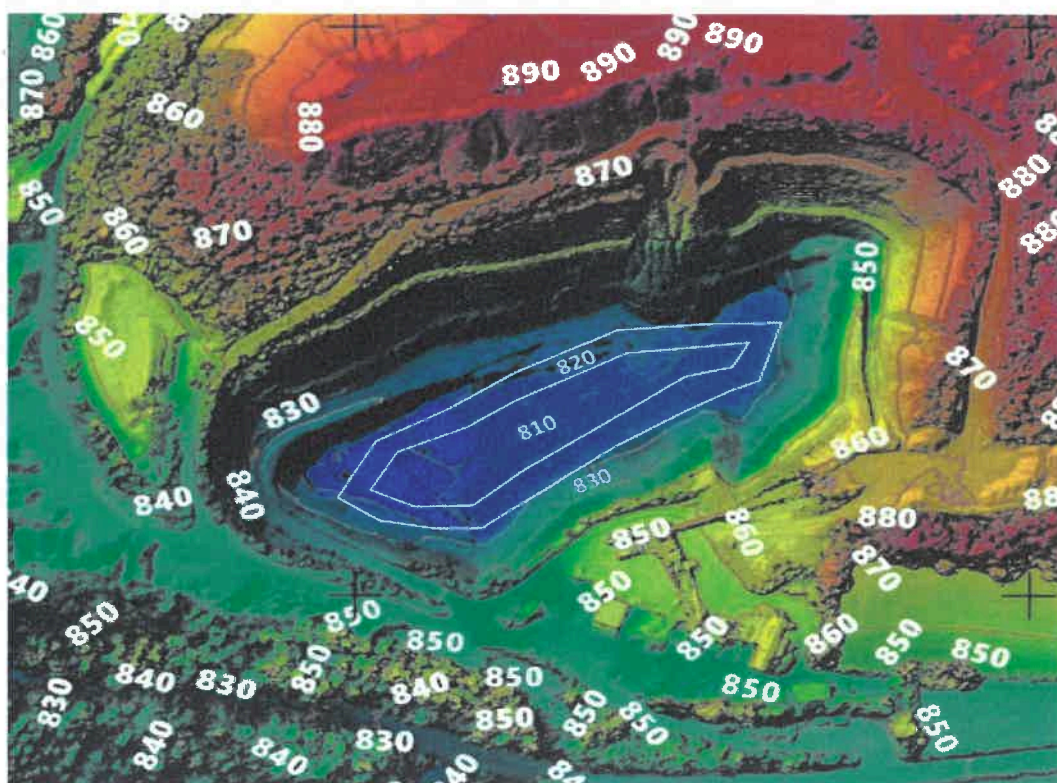


Figure 6. Plan d'exploitation à l'état final

